



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ils-y-viennent,1820>

UNE RUBRIQUE POUR CEUX QUI PERDENT PATIENCE...

Ils y viennent !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 762 - décembre 1978 -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2008

Date de parution : décembre 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nous poursuivons ici une revue de textes, envoyés le plus souvent par nos lecteurs, et qui montrent que les idées défendues ici depuis plus de quarante ans sont enfin reprises de tous côtés. Nous ne sommes donc plus des utopistes isolés !

" « La Vie » (5-12-6-1978)

ORDINATEURS : UN NOUVEL AGE POUR L'HOMME

« Une révolution a éclaté. Sans bruit. Et pourtant ! les effets de la multiplication des ordinateurs miniatures et bon marché se font déjà sentir. Là où il fallait, il y a quinze ans, une pièce entière pour loger un ordinateur, il suffit aujourd'hui d'une petite armoire. Le règne de la machine à tout faire, et qui le fait moins cher que l'homme, vient de commencer.

L'automatisation rend moins pénible le travail de l'homme, permet de produire plus et plus vite des opérations effectuées au milliardième de seconde. Elle devrait donc déboucher sur une amélioration générale du niveau de vie et de la qualité de la vie...

Ordinateur signifierait-il changement ? La nouvelle informatique nous prépare-t-elle une administration sans fonctionnaires et une industrie sans ouvriers, tout comme le tracteur a entraîné une agriculture sans paysans ? Il faut imaginer, dès maintenant, une nouvelle manière de vivre (diminution de la durée du travail, création d'emplois liés à la qualité de la vie et au développement des activités culturelles, etc.) qui prenne en compte ce bouleversement de notre vie sociale.

Peut-on échapper à cette nouvelle révolution économique ? Non, répond Simon Nora...

Des solutions, le Rapport Nora n'a pas la prétention d'en donner. Mais il a le mérite de nous faire prendre conscience d'un avenir qui sera très vite présent. Nous n'aurons pas à accepter ou à refuser la révolution de l'informatique. Elle s'impose, par les faits, comme un engrenage.

Notre choix portera sur les manières de nous y adapter, et de l'adapter à nos besoins. Pour qu'elle soit au service de l'homme. Et non le contraire. Il est temps d'y prendre garde. Si nous savons la maîtriser, elle peut être un considérable facteur de progrès. »

Philippe GENET

(Envoi de Mme PRACH)

" « La Croix » (21-7-1978)

POUR UN REVENU SOCIAL GARANTI

« La course au profit, avec l'agiotage qu'elle entraîne, fait perdre de vue que la production doit être rationalisée pour satisfaire les besoins des hommes, qui doivent avoir un droit de regard sur les rouages de l'économie et ne pas abandonner ce soin à une faction.

Le droit à la subsistance (droit à la nourriture, à un habillement et à un logement décents) doit être garanti à toute personne physique, de l'aube au crépuscule de sa vie, quels que soient sa naissance, sa position sociale, son travail. Il n'est pas normal que dans un pays « développé » comme le nôtre, plus de deux millions de personnes survivent encore dans un état d'indigence chronique et ne parviennent pas à équilibrer leur budget alimentaire.

Le développement du machinisme et de l'automatisation, lié à la miniaturisation des outillages, entraîne un abandon de plus en plus large des tâches manuelles simples et répétitives, voire

les plus pénibles, une réduction progressive des postes de travail disponibles, donc un chômage croissant. A moins de revenir à l'âge des cavernes, ce processus est irréversible et ne fera que s'accroître dans l'avenir.

La nécessité s'imposera donc de dissocier de plus en plus largement les revenus du travail, de s'orienter vers une forme raffinée d'économie distributive.

Il est désormais possible d'allouer à chacun un revenu social garanti, avec une priorité aux économiquement faibles : jeunes, étudiants, personnes âgées, handicapés, chômeurs, etc. La valeur de ce revenu garanti serait indexée sur le volume des biens de « grande consommation » et des services disponibles ou susceptibles d'être mis rapidement à la disposition de tous.

Le pouvoir d'achat de chaque citoyen serait donc fonction de l'analyse d'une simple « comptabilité matérielle » permettant de connaître quasi instantanément, région par région, en particulier grâce au calcul électronique, l'état des stocks et des biens disponibles ou en mesure d'être livrés sur le marché dans le plus bref délai.

Ces biens dits « de grande consommation », par référence aux biens dits de « luxe » ou de « demi-luxe », accessibles selon les critères de l'économie de marché, seraient distribués par le truchement d'une monnaie de consommation non thésaurisable, c'est-à-dire détachée de toute référence spéculative à l'étalon-or ou, à défaut, de l'étalon-dollar. Sa valeur se refléterait exclusivement au volume des biens réellement ou potentiellement disponibles à court terme.

Chaque citoyen recevrait donc un double revenu un revenu social garanti, sous la forme d'une monnaie de consommation distribuée dans tous les établissements bancaires ou les centres de sécurité sociale, dans la limite d'un crédit ouvert en permanence au compte de chacun ; un revenu de complément, correspondant sensiblement aux revenus actuels (salaires, participation financière aux entreprises, etc.) et permettant d'acquiescer des biens de luxe ou demi-luxe, par définition rares sur le marché, donc plus chers.

Le travail se transformera en service social chaque personne étant tenue de participer, à temps complet ou partiel, selon ses capacités et ses aptitudes, à la production et aux services, aux activités de création et de recherche, la formation permanente, avec ses filières d'épanouissement personnel ou d'adaptation professionnelle, prenant ainsi le pas sur l'oisiveté forcée consécutive au chômage. Car, en fin de compte, la finalité d'une économie qui se veut politique n'est-elle pas de produire pour l'homme, rien que pour l'homme, mais aussi pour tous les hommes ? »

Gérard BRISSA
(Envoi de M. PIZZOLI)

N.D.L.R.- M Biache nous prie de rappeler qu'il est de ceux qui nous ont signalé l'article de R. Barjavel cité dans le n° 761.